



Mutations bloquées : ça suffit !

Une réunion syndicale en visio organisée par les SNUDI FO de l'académie de Bordeaux s'est tenue le 27 avril. De nombreux collègues ont apporté leur témoignage sur l'impact du blocage des mutations interdépartementales dans leur carrière et leur vie personnelle.

Le constat 2026 est alarmant, pire que les années précédentes, notamment dans les Pyrénées-Atlantiques (64) et les Landes (40). Alors que les demandes d'entrées diminuent, les barèmes, eux, explosent. Seulement 3 entrées dans le 64, avec un barème supérieur à 1 400 points. Pour la majorité des collègues, muter devient impossible malgré 3, 5, 8 ans ou plus d'attente.

Des conséquences physiques, psychiques et financières lourdes :

- Vies familiales sacrifiées,
- Trajets interminables, fatigue, danger, coûts financiers,
- Collègues en disponibilité forcée par refus de mobilité.
- Titulaires diplômés et formés interdits d'enseigner dans leur propre département.

Muter un parcours du combattant sans issue

Pour espérer muter il faut s'inscrire dans un processus long et chronophage qui débute en novembre et se finit le plus souvent par un refus fin juin début juillet.

Les collègues ne sont que des dossiers, et, lorsque des échanges directs ont lieu, les réponses institutionnelles sont toujours les mêmes souvent méprisantes et inacceptables : « *Vous n'êtes pas prioritaires* », « *démissionnez pour devenir contractuels* ». Beaucoup abandonnent et démissionnent

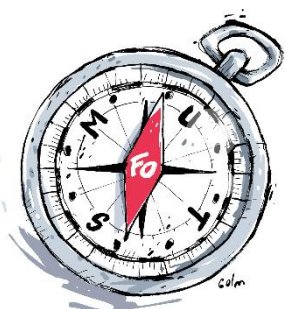
Agir collectivement pour défendre les droits des personnels et le service public d'éducation.

Réunis le 27 avril, les collègues professeurs des écoles ont décidé de sortir de l'isolement, du silence et de l'invisibilité pour agir ensemble. Retrait de la loi de transformation de la fonction publique qui fait des économies sur le dos des personnels. En bloquant les mutations, elle génère une pénurie de personnels titulaires dans les écoles et privilégie le recrutement au coup par coup de professeurs contractuels jetables lorsque les besoins sont trop criants. Des départements ne trouvent plus de candidats aux concours, des élèves sont sans professeur et des professeurs diplômés sont sans élèves.

Stop à ce gâchis humain et financier qui sacrifie le service public d'éducation !

Les personnels exigent

- L'ouverture **significative des INEAT dans les Landes et les Pyrénées-Atlantiques et des EXEAT dans tous les départements**



Rassemblement pour la défense des mutations

- **PAU MERCREDI 13 MAI : – 15h30 devant la DSDEN pour la défense des ineats dans le 64**
- **BORDEAUX LUNDI 1^{ER} JUIN : – 13h devant le rectorat avec demande d'audience pour porter la pétition académique**